

De l'anthropocène au thanatocène

Jour après jour, l'environnement est une victime collatérale de l'ineptie humaine.

Gérard Bérubé

Publié le 12 mai 2022

Ces dernières semaines ont été plutôt sombres pour les perspectives climatiques. Jour après jour, l'environnement devient une victime collatérale de l'ineptie d'une guerre contre l'Ukraine destructrice de vies humaines et matériellement dévastatrice. De plus, jour après jour, la lutte contre le réchauffement climatique est subordonnée à la primauté accordée à la croissance économique. Entre thanatocène et anthropocène...

Le magazine environnemental *Reporterre* le résume bien. Cette guerre de Vladimir Poutine contre l'Ukraine comporte déjà son lot de drames, de morts et de destruction. Et parmi les victimes collatérales, « l'environnement pourrait se retrouver en première ligne, tant les bombardements russes et les affrontements ont déjà causé de graves pollutions et des dégradations non négligeables. Avec des eaux contaminées, des incendies et des fuites radioactives, l'Ukraine risque de devenir un cas emblématique de ce que les historiens appellent le “thanatocène” », soit une ère de destruction et d'écocides qui a la guerre pour origine.

Le terme « thanatocène » est attribué à l'historien Jean-Baptiste Frescoz. La proposition, formulée en 2013, élève d'un cran ou deux l'atteinte à l'environnement et la gravité des conséquences de la présence et de l'action humaines, dont l'influence s'en trouve déjà circonscrite dans le concept de l'anthropocène.

Déjà, le 25 avril, le Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophes revenait sur ce dernier thème en rappelant l'humanité à l'ordre, lançant l'alerte d'une « spirale d'autodestruction ». Dans son rapport, l'ONU retenait que ces catastrophes découlant du changement climatique induit par l'homme — et d'une sous-estimation des risques, qui conduit à une action inadéquate — allaient se multiplier à la vitesse grand V.

Si entre 350 et 500 catastrophes de moyenne et grande ampleur ont eu lieu chaque année au cours des deux dernières décennies, ce nombre devrait s'élever à 560 par an — soit 1,5 par jour — d'ici 2030, est-il projeté. Des catastrophes dont l'ampleur et l'intensité sont en augmentation. Le rapport déplore une perception erronée des risques liés aux catastrophes naturelles, attribuée à une certaine complaisance, à des sentiments d'« optimisme » et d'« invincibilité » qui prennent la forme d'une « sous-estimation » des risques, peut-on lire dans un texte de l'Agence France-Presse.

Deux jours plus tard, l'ONU publiait un autre rapport, cette fois consacré aux techniques agricoles et à l'utilisation non durable des terres. Il est souligné dans ses *Perspectives foncières mondiales* que les filières alimentaires sont responsables de 80 % de la déforestation et de 70 % de l'utilisation de l'eau douce dans le monde — et qu'elles sont le principal moteur de l'extinction des espèces.

Il est ajouté qu'au moins 70 % des terres libres de glace de la planète ont été converties pour l'usage humain (infrastructures, habitat, agriculture) et que la plupart ont été dégradées, ce qui accroît les émissions de CO₂. « Le rapport évalue différents scénarios d'ici 2050. En absence de restauration et de protection des terres agricoles, si rien n'est fait, 250 milliards de tonnes supplémentaires d'équivalent CO₂ pourraient être rejetées dans l'atmosphère, environ quatre fois les émissions annuelles actuelles de gaz à effet de serre », reprend l'AFP.

L'Organisation météorologique mondiale, qui dépend également de l'ONU, y est allée de sa contribution, le 9 mai, avec un bulletin indiquant qu'il y a une chance sur deux que la température mondiale moyenne soit supérieure de 1,5 °C à celle enregistrée à l'ère préindustrielle pendant au moins une des cinq prochaines années. Il y est rappelé que nous avons atteint 1,1 degré de réchauffement mondial ; les experts du GIEC entrevoient le franchissement du seuil de 1,5 degré début 2030, et de 2 degrés d'ici à 2040.

Pendant ce temps, la Chine annonçait le 28 avril la suppression des droits de douane sur ses importations de charbon. Pris l'an dernier avec des pénuries d'électricité, le premier émetteur mondial de GES a entrepris de relancer sa production de houille et a ordonné à ses mines de produire « autant de charbon que possible », lit-on dans un texte de l'AFP. Des projets de centrales au charbon ont en outre été lancés massivement en 2021 afin de répondre à ses besoins énergétiques et de soutenir sa reprise économique postpandémique. Globalement, la consommation de charbon de la Chine a augmenté de 4,9 % l'année dernière.

Puis l'Inde a suivi en annonçant le 6 mai la mise en location d'une centaine de mines de charbon en dormance, le tout en réponse à une vague de chaleur sans précédent.

Troisième émetteur mondial de CO₂, l'Inde dépend du charbon pour 70 % de ses besoins énergétiques. Et le gouvernement souhaite augmenter la production nationale — qui est déjà à un record — de plus de 50 % au cours des deux prochaines années afin de soutenir la reprise économique postpandémique. On estime d'ailleurs que les besoins du pays en charbon devraient doubler d'ici 2040.

Dures semaines pour le climat, disait-on.

Ce texte fait partie de notre section Opinion, qui favorise une pluralité des voix et des idées. Il s'agit d'une chronique et, à ce titre, elle reflète les valeurs et la position de son auteur et pas nécessairement celles du *Devoir*.